

Suivez-nous sur

 Alertes électroniques Blogs    
[OECD Home](#) > [Salle de presse](#) > Les réformes structurelles plus importantes que jamais pour le retour d'une croissance forte et équilibrée

Salle de presse

[Calendrier des événements](#)
[Publications et statistiques](#)
[Discours du Secrétaire général](#)
[Photos et vidéos](#)
[Contactez-nous](#)

Les réformes structurelles plus importantes que jamais pour le retour d'une croissance forte et équilibrée

[Envoyer](#)  [Imprimer](#)  [Twitter](#)

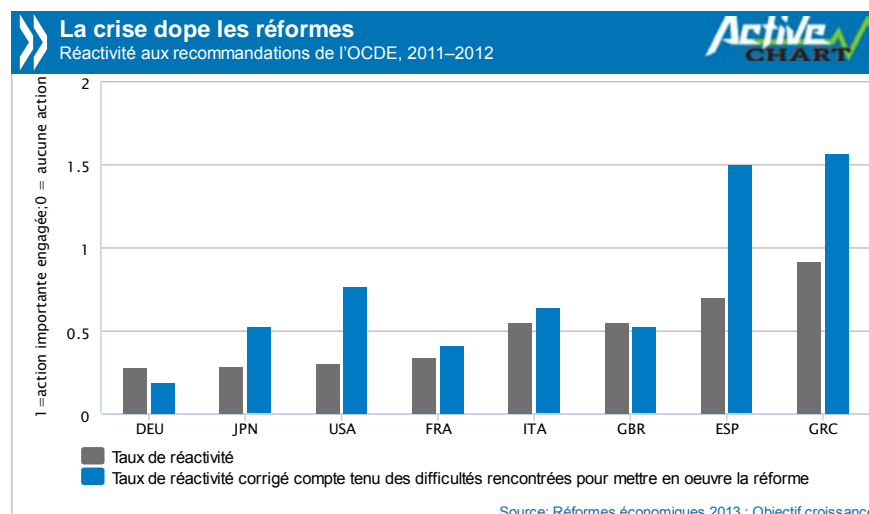
15/02/13 – Les réformes structurelles offrent aux gouvernements un instrument puissant pour stimuler la croissance économique, créer des emplois et ouvrir la voie à une reprise vigoureuse et équilibrée de l'activité, selon la dernière édition du rapport [Objectif croissance](#) publié par l'OCDE.



Cette année, Objectif croissance évalue et compare les progrès réalisés par les pays dans la mise en œuvre des réformes structurelles depuis 2011 et jette un nouveau regard aux priorités de réforme pour donner un souffle nouveau à la durabilité de la croissance et stimuler l'emploi.

Il révèle que le rythme des réformes s'est accéléré là où c'était le plus nécessaire – dans les pays européens les plus durement touchés par la crise de la dette souveraine, tels que l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie et le Portugal – alors qu'il est plus modéré dans d'autres pays de la zone euro, notamment ceux qui affichent un excédent des paiements courants comme l'Allemagne ou les Pays-Bas.

Dans les pays aux niveaux de vie les plus élevés de la zone OCDE, notamment les États-Unis, la Norvège et la Suisse, ainsi que les grandes économies émergentes, le rapport montre que les principales réformes préconisées n'ont pas beaucoup avancé.



« Les réformes structurelles peuvent stimuler la croissance à long-terme et améliorer les niveaux de vie mais également soutenir la confiance et alléger la pression qui pèse sur les politiques monétaires et fiscales pour sécuriser la reprise », a déclaré M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE. « Le chemin menant à une forte reprise reste parsemé d'embûches. Néanmoins les mesures prises en Europe et aux États-Unis permettent d'écartier la probabilité d'un scénario-catastrophe, a ajouté M. Gurría. Nous sommes arrivés à un stade où une action audacieuse et concertée pour parvenir à la bonne combinaison de politiques macroéconomiques et structurelles peuvent faire du scénario positif une réelle possibilité. »

M. Gurría a présenté le rapport à Moscou, aux côtés du ministre des Finances de la Fédération de Russie, M. Anton Siluanov, avant la réunion des ministres des Finances du Groupe des Vingt (G20) des 15 et 16 février. Selon lui, les principales recommandations de réformes structurelles contenues dans le rapport s'appliquent aussi bien aux pays de l'OCDE qu'aux membres du G20.

Depuis son lancement en 2005, *Objectif croissance* présente chaque année les grandes réformes à entreprendre en priorité pour stimuler l'activité économique et rehausser le niveau de vie dans chacun des pays de l'OCDE. Depuis 2011, le rapport passe également en revue les possibilités de réforme en Afrique du Sud, au Brésil, en Chine, dans la Fédération de Russie, en Inde, en Indonésie et – les BRIICS. Et il est devenu une composante majeure de la contribution plus large qu'apporte l'OCDE au

Cadre du G20 pour une croissance forte, durable et équilibrée.

« La bonne nouvelle, c'est que beaucoup de pays ont intensifié leurs efforts ces dernières années », a dit M. Gurría. « Des réformes actives menées tant dans les pays en excédent que dans les pays en déficit contribueraient à un rééquilibrage plus rapide de l'économie, tant dans la zone euro qu'à l'échelle mondiale. »

Affronter les conséquences de la crise sur le marché de l'emploi est sans doute le plus grand défi auquel sont actuellement confrontés les pays membres de l'OCDE et du G20, d'après les auteurs de l'étude. Par rapport aux années précédentes, l'édition 2013 d'*Objectif croissance* contient davantage de recommandations à l'intention des gouvernements à court de liquidité qui doivent trouver les moyens de préserver la couverture sociale du chômage tout en améliorant les politiques du marché du travail susceptibles de faciliter le retour à l'emploi des chômeurs :

- En Europe, où le chômage demeure supérieur aux niveaux d'avant la crise, de nombreux pays (dont le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Portugal, la Slovénie et la Suède) doivent encore réduire les obstacles à la création d'emplois, à l'embauche et à la mobilité des travailleurs, tout en renforçant les incitations à prendre un emploi.

- Au Japon et en Corée, il est indispensable que le taux d'activité des femmes augmente, ce qui suppose d'améliorer les systèmes de prestations et de garde d'enfants.

- Dans les pays de l'OCDE à faible revenu (comme le Chili, le Mexique et la Turquie) et les BRIICS, l'économie informelle est un problème commun dont la solution passe obligatoirement par l'amélioration des incitations à créer et à prendre des emplois dans le secteur formel.

- Aux États-Unis, le chômage a commencé à baisser par rapport au sommet qu'il avait atteint après la récession, mais le nombre de chômeurs de longue durée et de personnes ayant renoncé à chercher un emploi demeure élevé, ce qui devrait pousser les pouvoirs publics à renforcer et à réaménager les programmes de formation et les services d'aide à l'emploi.

L'une des particularités de la nouvelle édition d'*Objectif croissance* est qu'à côté des mesures recommandées pour accroître le PIB, elle étudie les effets secondaires potentiels de ces recommandations sur d'autres objectifs de l'action publique tels que la réduction des inégalités de revenu ou le respect de l'environnement. L'amélioration de l'équité dans l'accès à l'éducation – forte priorité pour un certain nombre de pays d'économies tant émergentes qu'avancées du G20- est un exemple-typique. Mais le rapport montre également que le transfert d'une partie de la charge fiscale du travail vers la consommation est bénéfique à la croissance mais risque de creuser les inégalités de revenus. Ces compromis entre les mesures doivent rester à l'esprit lors de l'élaboration des paquets de mesures pour la croissance.

De plus amples informations sur l'édition 2013 d'*Objectif croissance* sont disponibles sur le site de l'OCDE à l'adresse : www.oecd.org/economy/going-for-growth-2013.htm.

Des [notes-pays](#) sont disponibles pour passent en revue, individuellement, tous les pays de l'OCDE ainsi que les BRIICS.

Les journalistes qui souhaiteraient obtenir davantage de renseignements sont priés de se mettre en rapport avec Lawrence Speer (+33 6 8014 0546, Lawrence.Speer@oecd.org) ou avec la division Médias de l'OCDE (+33 1 45 24 97 00, news.contact@oecd.org).

Lire la [version japonaise](#) du communiqué.

Also Available

[«Структурные реформы как никогда ранее важны для уверенного и сбалансированного восстановления экономики», - утверждает ОЭСР](#)

[«Структурные реформы как никогда ранее важны для уверенного и сбалансированного восстановления экономики», - утверждает ОЭСР](#)